

janvier 2016

[www.fmreview.org/fr/destination-europe](http://www.fmreview.org/fr/destination-europe)

## Migrants, réfugiés, histoire et précédents

Colin Bundy

**Les crises migratoires antérieures présentes de nombreuses caractéristiques dont les responsables politiques européens d'aujourd'hui pourraient tirer des enseignements utiles.**

C'est au XIXe siècle qu'une forme moderne reconnaissable de migration **en masse** a été rendue possible par les nouveaux moyens de transport, la colonisation et l'expansion des États-Unis. Entre 1846 et 1914, plus de 38 millions de migrants ont quitté l'Europe pour l'Amérique. Pendant plusieurs décennies, cette migration n'a connu quasiment aucune entrave et le papier le plus important que tout immigrant devait transporter n'était pas son passeport ni sa pièce d'identité, mais un billet de bateau à vapeur.

Toutefois, autour de la fin du XIXe siècle et du début du XXe siècle, les États-Unis et d'autres pays ont cherché à contrôler l'immigration, à se montrer plus sélectifs quant aux personnes autorisées à entrer sur leur territoire, sous quelles conditions et avec quels droits. La transition vers les contrôles aux frontières, les quotas,

les tests d'alphabétisation et autre mesures de la sorte s'est accélérée au moment de la Première Guerre mondiale et de la révolution russe de 1917, à l'origine de la première crise des réfugiés en Europe. Entre 1914 et 1922, ce sont peut-être 5 millions de personnes qui sont devenues réfugiées ; et en 1923, le « démêlage » des peuples entre la Grèce et la Turquie s'est traduit par le déplacement de 1,7 million de personnes dans chaque direction. C'est aussi pendant l'entre-deux-guerres que les premières normes et institutions ont été instaurées pour gérer le phénomène des migrants apatrides : un Haut-Commissaire pour les réfugiés et la délivrance des passeports Nansen.

Mais ces premières marées humaines n'étaient rien au regard du déferlement de misère engendré pendant et immédiatement après la



Putnam, L.A. (L.). Photographie officielle du War Office

Des troupes britanniques croisent des réfugiés belges sur la route Bruxelles-Louvain, le 12 mai 1940. (Issu des collections de l'Imperial War Museum.)

Seconde Guerre mondiale. Au cours des quatre premières années de cette guerre, l'Allemagne et l'URSS ont « déraciné, transplanté, expulsé, déporté et dispersé »<sup>1</sup> quelque 30 millions de personnes. En mai 1945, l'Europe comptait beaucoup plus de 40 millions de réfugiés, sans domicile, déracinés et en fuite.

En 1918, les frontières ont été inventées mais les personnes, en règle générale, ont été laissées là où elles habitaient (à l'exception notable des échanges de populations grecque et turque). À la fin de la Seconde Guerre mondiale, c'est l'inverse qui s'est produit : à l'exception de la Pologne, les frontières sont restées principalement intactes mais ce sont les personnes qui ont été déplacées à leur place, à travers toute l'Europe centrale et de l'Est. Le terme « nettoyage ethnique » n'existait pas encore mais c'est bien ce phénomène qui s'est produit alors que les politiciens s'ingéniaient à créer des États-nations plus homogènes sur le plan ethnique.

Deux aspects de cette crise méritent d'être relevés. Premièrement, le Commandement allié et l'Administration des Nations Unies pour les secours et la reconstruction (UNRRA) ont mené à bien un exercice extraordinaire. En 1947, l'UNRRA gérait près de 800 camps de réinstallation abritant 7 millions de personnes. Grâce à des efforts herculéens, il ne restait plus que 177 000 personnes déplacées dans ces camps en 1951. Des millions avaient été réinstallées ; un plus grand nombre encore avait été rapatriées ; et de très nombreuses personnes avaient émigré. Deuxièmement, en 1951, un nouveau cadre juridique et institutionnel a été mis en place en vue de répondre au phénomène des réfugiés, avec la création du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés, succédant à l'UNRRA, et l'adoption de la Convention relative au statut des réfugiés.

À cette époque, il existait une volonté politique collective face à l'urgence, de même qu'un sens des responsabilités humanitaires suite aux horreurs de la guerre et de l'Holocauste, ce qui a permis de trouver des solutions. Malheureusement, la volonté politique et les élan humanitaires font cruellement défaut aujourd'hui.

Entre 1950 environ et 1973, les États-nations européens ont prospéré au cours de la plus grande période d'expansion continue que le capitalisme mondial ait jamais connue. Jusqu'à cette période, pendant environ 300 ans, les États européens avaient été la source d'une émigration massive – par la conquête, la colonisation et l'installation en grand nombre

dans les régions moins développées. Mais dès lors, les nations d'Europe de l'Ouest et du Nord accueillèrent avidement les travailleurs étrangers ; elles sont alors devenues des pays d'immigration et d'installation, leurs populations immigrées croissant au même rythme qu'à l'époque où les États-Unis étaient une nation classique d'immigrants.

Même si à partir des années 1980, des demandeurs d'asile venus d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine arrivaient en Europe, les États européens restaient, comparativement, largement isolés des événements qui se déroulaient sur ces continents. Mais dans les années 1990, l'Europe a soudainement été précipitée dans sa troisième crise des réfugiés. Premièrement, suite à l'éclatement du bloc soviétique et aux guerres dans l'ancienne Yougoslavie. Deuxièmement, les guerres menées par les pouvoirs occidentaux en Irak et en Afghanistan ont fait de ces pays les deux plus grandes sources de réfugiés. Troisièmement, le 11 Septembre 2001 et la « guerre contre le terrorisme » ont entraîné une vague de nouvelles mesures visant à restreindre, contrôler et refuser l'entrée des migrants. En conséquence évidente de ce nouvel appareil de contrôle, les migrants et les réfugiés se sont efforcés de trouver d'autres moyens d'entrer sur les territoires ; le renforcement des contrôles aux frontières, le désespoir des migrants et l'opportunisme des passeurs sont étroitement liés.

Enfin, nous pouvons identifier une quatrième crise des réfugiés en Europe, qui a commencé autour de 2011 et culminé en 2014-15. Ses composantes incluent la guerre en Syrie, les États fragiles ou faillis de Libye, d'Afghanistan, d'Irak, de Somalie, du Soudan et de la République démocratique du Congo ; l'incapacité croissante des États du Sud à gérer leur population de réfugiés ; et l'établissement rapide de nouvelles routes de migration en masse via les Balkans et l'Europe de l'Est vers des destinations privilégiées telles que l'Allemagne, la Suède, le Danemark et le Royaume-Uni.

On peut en effet parler de crise européenne ; toutefois, sur les 18 millions de réfugiés et les 27 millions de PDI dans le monde, 80 % ne sont pas établis en Europe mais dans des pays pauvres d'Afrique, d'Asie, du Moyen-Orient et d'Amérique latine.

Colin Bundy [colin.bundy@gtc.ox.ac.uk](mailto:colin.bundy@gtc.ox.ac.uk)  
Membre honoraire du Collège Green Templeton de l'Université d'Oxford [www.gtc.ox.ac.uk/](http://www.gtc.ox.ac.uk/)

1. Tony Judt (2005) *Postwar: A History of Europe Since 1945*. Heinemann